**b) Les enjeux géopolitiques de la gouvernance climatique**

**dossier p 364**

Les parties les plus influentes : l’UE, les EU, la Chine mais aussi le G77 (créé en 1967, initialement composé de 77 pays, il en compte actuellement 134 , dont la Chine). Mais les négociations sont aussi le fait du jeu des coalitions.

Par ex, le retrait des EU de l’Accord de Paris en 2017 a eu un impact sur la stratégie de l’UE et de la Chine. Leur retour en 2021 avec l’élection de Joe Biden a le même effet.

-**Les Etats-Unis,** 2ème gros pollueur de la planète ont une position ambivalente : se sont retirés de l’Accord de Paris (D.Trump en 2017  : « J'ai été élu pour représenter les habitants de Pittsburgh, pas de Paris. »). cf carte 4 p 363 mais l’élection du démocrate Joe Biden en 2020 a signé le retour des EU dans l’accord.

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/cultures-monde/etats-unis-le-retour-du-fils-prodigue-toujours-accro-au-petrole-8621183>

- **L’UE** a assuré un leadership historique, elle a été le moteur du Protocole de Kyoto et est le seul groupe de pays à l’avoir adopté et signé. La diplomatie européenne en matière environnementale est active.

Le climat est devenu un élément structurant pour l’Europe politique car l’UE y parle d’une seule voix. Elle acquiert une image de puissance douce dans les questions environnementale notamment en matière de droit environnemental. C’est une puissance normative car elle fait figure de moteur en matière d’orientation des investissements par le biais de normes. L’UE a lancé le *Green deal* en 2019 ou Pacte vert : neutralité climatique à l’horizon 2050, cela signifierait que la totalité des émissions de gaz à effet de serre seraient captées ou absorbées par les forêts, les sols ou encore les océans, qu’on appelle “puits de carbone” et développe un outile : la taxonomie (système de classification des activités économiques du point de vue environnemental).

La plupart des COP se sont déroulées en Europe, la 1ère a eu lieu à Berlin. Elle a mis en place le plus grand marché de carbone et vise à partager le fardeau environnemental entre pays membres. Mais la guerre en Ukraine et la tension sur le marché du gaz révèlent la permanence de politiques énergétiques nationales qui viennent fragiliser le modèle européen.

 [**https://www.franceculture.fr/emissions/series/cinq-ans-apres-laccord-de-paris-grand-bond-ou-grand-bluff**](https://www.franceculture.fr/emissions/series/cinq-ans-apres-laccord-de-paris-grand-bond-ou-grand-bluff)

[**https://www.touteleurope.eu/environnement/les-emissions-de-gaz-a-effet-de-serre-dans-l-union-europeenne/**](https://www.touteleurope.eu/environnement/les-emissions-de-gaz-a-effet-de-serre-dans-l-union-europeenne/)

<https://www.records-du-monde.fr/2016/12/la-plus-grosse-machine-du-monde.html>

-**Les pays en voie de développement**, après avoir longtemps considéré que l’alerte climatique n’était qu’un cauchemar fabriqué par les scientifiques et les politiques des pays du Nord pour contraindre et empêcher leur développement (le Protocole de Kyoto partait de l’état initial de 1990, ce qui était inacceptable pour les pays du Sud) se sont lentement familiarisés avec le problème, d’ailleurs des chercheurs du Sud sont intégrés au GIEC. Ils abandonnent leur méfiance initiale parce qu’ils se rendent compte qu’ils seront les 1ers touchés.

Des coalitions de pays en développement émergent dans les négociations internationales et constituent un facteur important de la transformation du multilatéralisme :le groupe des PMA, l’AOSIS (Alliance Of Small Island States), le Groupe africain, la Rainforest Coalition, les pays d’Amérique latine, etc.

-**La Chine**, plus gros émetteur de CO2 de la planète, appuie les pays du Sud et s’en réclame mais sa consommation d’énergies fossiles, les atteintes à l’environnement (air pollué et irrespirable dans les grandes villes, extension de l’urbanisation, recul des surfaces agricoles, pollution des eaux…) contraignent ses dirigeants à accentuer la lutte contre le réchauffement climatique. La neutralité carbon,e est annoncée pour 2060. Le retrait américain peut apparaître comme une opportunité pour la Chine d’exercer un leadership en matière climatique mais elle n’est pas encore suffisamment convaincante dans l’abandon des énergies fossiles.cf dossier p 364

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/cultures-monde/chine-champion-de-la-transition-et-du-charbon-9057144>

- les négociations climatiques ont fait émerger un multilatéralisme hybride : à côté des leaders évoqués ci-dessus se multiplient de nombreuses organisations, lobbies, associations, collectivités territoriales...qui cherchent à influencer les négociateurs et le public. Ils multiplient les initiatives collectives (doc 3 p 362), individuelles comme celle de Greta Thunberg, jeune activiste suédoise à l’origine de manifestations scolaires depuis 2018 (prise de parole à l’ONU en 2019) ou grandes entreprises multinationales (GAFAM) qui promettent un découplage entre croissance et émissions de GES. Ces parties non signataires deviennent des acteurs essentiels de la gouvernance climatique.

En 30 ans, la question climatique est devenue un élément central des politiques étrangères et la prise en compte du climat est devenue un élément de l’affirmation de la puissance.